

ARRETE MUNICIPAL PROVISoire N ° 7 0 1 4

Réglementation du stationnement, de la déviation de circulation, en agglomération

Nous, Maire de la commune de Grande-Synthe,

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des collectivités locales, complétée et modifiée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi n°83-8 du 07 janvier 1983 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-4 ;

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (livre I - quatrième partie - signalisation de prescription) approuvée par l'arrêté interministériel du 7 juin 1977 modifiée et complétée ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992) modifiée et complétée ;

VU la demande de la **Société DS LITTORAL**, avec Accord Technique Préalable délivré par la CUD N°2797593

Considérant que pour permettre l'exécution de **branchement neuf GRDF**, pour assurer la sécurité des ouvriers de l'entreprise ou de la personne chargée de leur réalisation, et des usagers de la voie, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement, de restreindre momentanément la circulation selon les dispositions suivantes ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La circulation sera temporairement réglementée, **8 allée Bonvoisin**, dans les conditions définies ci-après :
La circulation sera restreinte, le stationnement sera interdit et la vitesse limitée à 30 km/h au droit des travaux, 8 allée Bonvoisin.

Les véhicules qui ne respecteront pas ces dispositions seront considérés en stationnement gênant et seront enlevés aux frais de leur propriétaire, conformément aux dispositions des articles R 110-1 et suivant, R 411-5, R 411-8, R 411-18 et R 411-25 à R 411-28 du Code de la Route.

Cette réglementation sera applicable **du 10 Août au 17 Octobre 2022.**

ARTICLE 2 : La signalisation au droit et aux abords du chantier sera mise en place, maintenue en permanence en bon état, adaptée pendant les interruptions et enlevée à la fin des travaux, sous contrôle des Services Techniques de la ville de GRANDE SYNTHÉ.

La signalisation de restriction et de protection du chantier est à la charge et sous la responsabilité de l'entreprise **DS LITTORAL** chargée du chantier.

Elle sera conforme aux prescriptions de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (huitième partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992 modifiée.

La signalisation permanente sera adaptée simultanément pour être en cohérence avec la signalisation temporaire.

ARTICLE 3 : Conformément à l'article R 421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 4 : Monsieur le Commissaire de Police de Dunkerque, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Bourbourg, Messieurs les Agents de Police Municipaux assermentés et **l'entreprise ou la personne chargée des travaux**, seront chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Ampliations de cet arrêté seront adressées à Monsieur le Président de la Communauté Urbaine de DUNKERQUE et à Monsieur le Directeur Départemental Adjoint de Secours et de Lutte contre l'incendie.

GRANDE-SYNTHÉ, LE 08 Août 2022

Le Maire

Par déléation de Monsieur le Maire
Monsieur Martial BEYAERT
Benoit CUVILLIER 2ème Adjoint

